



Direction Générale Ressources
Direction des Finances

Décision n° 2024-27 DEC

REGIE COMMUNICATION EXTERNE
Régie d'avances n°10120

Objet : Modification de l'adresse et du montant de l'avance

Décision

La Maire de Nantes,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu la délibération n° 2022-46 du 24 juin 2022 portant sur la refonte du régime indemnitaire ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 15 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au maire, aux adjoints et éventuellement aux conseillers municipaux ;

Vu l'arrêté n° 2023_108ARR du 26 octobre 2023 portant délégations de fonctions et de signatures aux élus ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 octobre 2014 instituant une régie d'avances à la Direction de la Communication externe ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 24 janvier 2024;

Décide

Article 1^{er} : Il est institué une régie d'avances auprès de la Direction de la Communication externe de la Ville de Nantes.

Article 2 : Cette régie est installée au 23 rue de Strasbourg 44000 Nantes.

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Mise en ligne de messages et de publicités sur internet nécessitant un paiement préalable par carte bancaire

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Carte bancaire

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds DFT est ouvert au nom du régisseur ès-qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur passe de 5 000 € à 2 000 €.

Article 7 : Le régisseur verse auprès du Comptable public assignataire la totalité des pièces justificatives de dépenses au minimum une fois par mois.

Article 8 : Le régisseur percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 9 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : M. le Directeur Général des Services et la Responsable du Service de Gestion Comptable de Nantes sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Nantes, le 07/02/2024

Pour Madame La Maire,
L'adjoint délégué,
Pascal BOLO

transmise en Préfecture et mise
en ligne le 7/02/2024